

Mercredi 19 mai 2021, Montreuil

-- ENQUÊTE --

LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE :

Ses chèques aux mieux dotés, ses œillères sociales et environnementales

INVESTIGATION RÉALISÉE PAR CAROLINE TROUILLET SUR LES FINANCEMENTS DE LA PAC

Alors que les décisions imminentes sur le Plan Stratégique National de la PAC détermineront comment ses 9 milliards d'euros annuels seront distribués en France, *Pour une autre PAC* publie une enquête réalisée par la journaliste d'investigation Caroline Trouillet sur les plus gros bénéficiaires actuels de cet argent public. À travers sept cas concrets de dérives dans l'attribution des aides, l'enquête illustre comment le système actuel de la PAC permet d'allouer des subventions de la PAC au mépris d'enjeux socio-économiques, environnementaux et alimentaires. La plateforme *Pour une autre PAC* dénonce ce gaspillage, alors que les moyens manquent cruellement pour favoriser le renouvellement générationnel des agriculteurs et les accompagner dans la transition agroécologique. Le ministre de l'agriculture et de l'alimentation, le gouvernement et les Régions doivent tirer les leçons de cette enquête et prendre leurs responsabilités en saisissant l'opportunité de la réforme en cours pour définir de nouveaux critères d'allocation des aides de la PAC.

Réforme de la PAC : des décisions imminentes à tous les niveaux

Les prochaines semaines vont être décisives pour l'avenir de la PAC : « super trilogue » pour finaliser la négociation de la réforme au niveau européen, annonce des arbitrages sur le Plan Stratégique National au niveau français et campagne pour les élections régionales, sachant que les futurs élus gèreront une partie des mesures de la PAC. Depuis le début des négociations sur la réforme de la PAC, les organisations paysannes et citoyennes de la plateforme *Pour une autre PAC* portent des propositions concrètes et réalistes pour changer le système de la PAC. Notre demande de réforme ambitieuse résulte d'un constat : la PAC n'atteint pas ses objectifs, notamment car il manque des garde-fous pour mieux cibler les subventions vers les interventions réellement légitimes. C'est pour mettre en lumière ces errements que nous avons souhaité mener l'enquête.

Enquête sur les plus gros bénéficiaires de la PAC

Pendant plusieurs mois, la journaliste d'investigation, Caroline Trouillet, a mené l'enquête sur quelques-uns des plus gros bénéficiaires français de la PAC, en analysant les critères d'attribution d'aides allant de plusieurs centaines de milliers d'euros à plusieurs millions d'euros, ainsi que les impacts de leur utilisation. Domaine agricole et de chasse gigantesque, industriel du lait pollueur, promotion du champagne, etc. : sept portraits de bénéficiaires illustrent sept cas de dérives possibles dans l'attribution des aides de la PAC, qu'il s'agisse des aides directes aux agriculteurs, des aides à l'investissement ou encore des aides à l'export. Aucun n'est hors-la-loi, tous ne font que profiter des règles du jeu de la PAC qui leur permettent de percevoir des subventions très importantes pour des bénéfices sociétaux nuls, voire à la source de conséquences dommageables pour les véritables agriculteurs, pour l'environnement, pour le dynamisme économique local, etc. Notre enquête interroge donc le caractère acceptable, ou non, des règles actuelles de la PAC, qui permettent d'attribuer des montants d'aides publiques très conséquents à des acteurs économiques imperméables à la notion d'intérêt général.

Pour une autre PAC appelle le gouvernement à prendre ses responsabilités

La PAC est une politique indispensable qui finance, pour partie, des interventions louables et nécessaires. Mais si les dérives mises en lumière par cette enquête sont possibles, c'est parce que des décideurs politiques ont adopté des règles qui les permettent. Ce constat traduit une irresponsabilité de leur part, au mépris des citoyens qui financent la PAC, mais aussi de la grande majorité des paysans français. Lors de son intervention hier, Emmanuel Macron vantait « une agriculture française allant de la ferme bio en circuits courts à la grande exploitation exportatrice ». À la lumière de l'enquête, nous pouvons cependant constater que les plus gros bénéficiaires de la PAC relèvent plutôt du modèle de la grosse ferme exportatrice que de la petite ferme bio. Loin de vouloir renverser la tendance, nos décideurs politiques mettent actuellement en avant, dans les négociations sur le Plan Stratégique National, un manque de budget quand il s'agit de massifier les subventions dédiées à l'accompagnement de la transition agroécologique ou de soutenir les petites fermes. Nous nous adressons donc au ministre Julien Denormandie, partisan d'une « PAC de la stabilité » malgré ses échecs et lacunes, ainsi qu'aux futurs conseillers régionaux : ils ont les cartes en main pour utiliser l'argent de la PAC à bon escient, en préférant installer de nouveaux agriculteurs plutôt que de soutenir les mieux dotés, en visant la souveraineté alimentaire plutôt que l'export sur des marchés de niches, ou encore en rémunérant le pâturage des animaux plutôt qu'en intensifiant l'élevage.

Alors que le Plan Stratégique National est sur le point d'être rédigé, nous pouvons opérer une véritable transition, au lieu d'attendre d'être rattrapés dans les prochaines années par tous les enjeux qui auront souffert d'un manque de financement.

ENQUÊTE À DÉCOUVRIR SUR [HTTPS://BASTA.POURUNEAUTREPAC.FR](https://basta.pouruneautrepac.fr)

[TÉLÉCHARGER LE RAPPORT](#)




La Politique Agricole Commune :
ses chèques aux mieux dotés,
ses oeilères sociales et environnementales

Une enquête de Caroline Trouillet pour  

Contact presse : Michael Luzé : 06 63 63 40 08

Pour une autre PAC est une plateforme française rassemblant 46 organisations paysannes et citoyennes, et constituant un espace commun de réflexion et d'action, en vue de la refonte de la politique agricole commune (PAC).

En savoir plus :  www.pouruneautrepac.eu et sur  [@pouruneautrepac](https://twitter.com/pouruneautrepac)